



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le vingt quatre juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 18 juin 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 24

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Alik Perendoukou, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 8

Agnès SIBILLE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Édith LEROUX donne pouvoir à Virginie VANDAELE
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Patrick DENISE
Andrée BAR donne pouvoir à Véronique BLONDEL
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Philippe QUERNE donne pouvoir à Yannick LE COQ
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

CONSEIL MUNICIPAL

du 24 juin 2024

M_DL240624_079

MARCHES PUBLICS - ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS - AUGMENTATION DE PRIME ANNUELLE - MODIFICATION N°2 - SIGNATURE - AUTORISATION

Monsieur Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire – La Ville de Montivilliers a conclu un contrat d'assurances Dommages Aux Biens avec la SMACL, le 1^{er} janvier 2021 pour une durée de 5 ans.

La quittance de cotisation de prime reçue pour l'année 2024 a montré une forte majoration de cette cotisation par rapport à l'année précédente, qui s'explique en raison de circonstances de l'année 2023 marquée par une sinistralité exceptionnelle de par son intensité et son caractère multifactoriel, émeutes et mouvements populaires d'ampleur sur l'ensemble du territoire, un séisme touchant de multiples collectivités et une multitude d'événements climatiques importants de fin d'exercice avec de fortes tempêtes et inondations, ont engendré une augmentation conséquente des dépenses exposées par la SMACL.

De même, la sinistralité grandissante en lien avec les risques sociaux et le réchauffement climatique a de surcroît pour conséquence la raréfaction des acteurs sur le marché de l'assurance des collectivités qui laissent nombre de collectivités sans couverture du fait d'une aggravation généralisée des risques.

Au vu de ces éléments, et conformément à l'article R.2194-5 du code de la commande publique il est possible de modifier le marché lorsque « la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir » et ce dans la limite de 50% du montant initial du marché.

En conséquence, et afin de prendre en compte ces évolutions entraînant des conséquences financières par rapport au contrat initial, une majoration de 25%, (évolution contractuelle annuelle de l'indice FFB « Fédération Française du Bâtiment » de 2,47% + majoration de 22,53 %) est appliquée sur la prime 2024.

La cotisation 2024 pour la garantie Dommages Aux Biens s'élève donc à :

144 845,64 € HT, soit 157 037,59 € TTC - Soit un taux de 2,48€/m² HT (valeur de base 2021 : 1,74€/m²) pour une superficie totale assurée de 58 372 m².

Cette majoration représente une incidence financière lissée sur la durée du contrat (2021-2025) et sur la base du montant initial du contrat, de 9,3365 %.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Commande Publique et notamment son article R.2194-5

VU la délibération n°2020.06/70 du conseil municipal du 08 juin 2020 permettant la signature du contrat Dommages Aux Biens ;

VU la décision de commission d'appel d'offres réunie le 29 mai 2024.

CONSIDÉRANT

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télerecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- Que la Ville de Montivilliers a conclu un contrat d'assurance Dommages Aux Biens avec la SMACL le 1^{er} janvier 2021 pour une durée de 5 ans ;
- Que les circonstances de l'année 2023, marquée par une sinistralité exceptionnelle de par son intensité (mouvements sociaux et aléas climatiques), ont engendré une augmentation conséquente des dépenses pour la SMACL ;
- Que la SMACL a appliqué une majoration de 25 % (majoration de 22,53 % + évolution de l'indice FFB de 2,47%) sur la cotisation à effet au 1^{er} janvier 2024 ;
- Que l'incidence financière lissée sur la durée totale du contrat (2021-2025) et sur la base du montant initial du contrat est de 9,3365 % ;
- Qu'en cas de refus de cette majoration, le contrat serait résilié ;
- Qu'il est de l'intérêt de la Ville d'accepter la conclusion de cette modification.

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser** Monsieur le Maire, suite à la décision de la commission d'appel d'offres du 29 mai 2024, de signer la modification n°2 du contrat d'assurance Dommages Aux Biens conclu avec la SMACL et annexée à la présente délibération.

Imputation budgétaire

Exercice 2024

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : 01 opérations non ventilables

Nature et intitulé : 6161 multirisques

Montant de la dépense : 157.037,59 euros TTC

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr